



Alliance Nationale Contre la Faim au Tchad

1) Qu'est-ce qui –dans votre pays- a entravé les chances des populations les plus pauvres et vulnérables d'accéder à une alimentation saine et sûre?

En ce qui concerne la première question, il ne s'agit pas d'erreur ou de négligence, étant donné que l'insécurité et la malnutrition sont de problèmes récurrents liés à la pauvreté du Tchad. Les causes de l'insécurité sont multiples et concernent notamment (i) la gouvernance aux plans politique et économique avec comme corollaire une instabilité institutionnelle récurrente, (ii) les faibles capacités de production, de transformation, de stockage et de conservation de productions agricoles, (iii) le faible niveau d'information, de formation et d'accès aux services sociaux de base des populations, (iv) le faible niveau de financement public et privé du secteur rural,



(v) l'enclavement du pays et les conditions climatiques particulièrement arides dans la zone saharienne qui couvre 47 % du territoire national. A ces causes structurelles s'est ajoutée depuis 2003, la crise humanitaire à l'Est et au Sud du pays due au conflit du Darfour et en République Centrafricaine avec comme conséquences la dégradation accélérée de la base productive avec une pression exacerbée sur les ressources naturelles par des milliers de réfugiées, ainsi que les déplacements internes des populations Tchadiennes dans des zones particulièrement fragiles.

2) Avez-vous vu des améliorations dans la lutte contre la faim et la malnutrition depuis la «Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale: le défi du changement climatique et la bioénergie» qui s'est tenue en juin dernier au Siège de la FAO à Rome?

Oui, l'amélioration la plus importante constatée depuis la Conférence de haut niveau tenue à Rome porte sur l'accroissement significatif du budget national alloué au secteur agricole et une plus forte mobilisation du secteur privé en faveur du secteur rural. Le secteur privé a été spécifiquement consulté et associé dans l'élaboration des stratégies d'atténuation de l'impact de la hausse des prix des denrées alimentaires. Le Tchad a été représenté au plus haut niveau à ce sommet et la délégation a mis la conférence à profit pour échanger avec d'autres délégations notamment celle du Brésil citée en exemple au Tchad et les autorités nationales ont engagé un plaidoyer en faveur du financement du programme national de sécurité alimentaire (2006-2015). Une table ronde spécifique sur ce programme est envisagée par le gouvernement du Tchad en 2009-2010 et la FAO a été sollicitée pour son organisation.

Contact: M. Mamoudou Diallo, courrier électronique: Mamoudou.Diallo@fao.org